

RESSOURCES EN EAU

Une gestion intégrée passe par le coût

A long terme, l'Algérie aura à se poser la question de savoir si c'est plus rentable de vendre un baril de pétrole ou un mètre cube de gaz naturel tel quel ou l'utiliser en tant qu'énergie dans l'exploitation des stations de dessalement d'eau de mer.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)- Cette réflexion émise hier par Yann Laurans, économiste et expert international de l'eau, laisse penser que l'alternative du dessalement d'eau de mer présentée aujourd'hui comme la meilleure solution pour prévenir la pénurie en eau potable pourrait poser dans quelques années un problème d'ordre économique pour le pays, eu égard aux coûts élevés de production et d'exploitation de ces installations et la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des hydrocarbures. Intervenant hier à l'occasion

d'un séminaire sur «l'analyse et la planification économique dans le secteur de l'eau», organisé à Alger par l'ambassade d'Allemagne et la GTZ (Coopération technique allemande), Yann Laurans a expliqué que la régulation de la consommation des ressources hydriques passe par le prix. Selon lui, la gestion intégrée des ressources en eau nécessite la mise en place d'instruments agissant sur le comportement des usagers, en d'autres termes sur son «porte-monnaie». Cette régulation concerne à la fois les usagers et les services.



Station de dessalement d'eau de mer d'El Hamma.

Pour les usagers, il est question de s'approcher le plus possible du coût complet de l'eau (coûts d'exploitation, de consommation de capital fixe, d'opportunité du capital et les

coûts environnementaux). L'objectif est de rationaliser l'utilisation de l'eau et limiter le gaspillage. A en croire Yann Laurans, et se basant sur une étude réalisée en

Californie, il est parfois plus rentable de changer les habitudes des consommateurs que d'investir dans la réalisation de nouvelles stations de dessalement à coups de millions de dollars. En Algérie, le coût de revient d'un mètre cube d'eau sortant d'une usine de dessalement est de 45 DA et vendu à 19 DA pour le consommateur final.

L'Etat subventionne plus de 50% du prix. Par ailleurs, la gestion intégrée des ressources en eau constitue un des axes majeurs de coopération algéro-allemande assurée par la GTZ, programme de coopération technique allemande et le ministère des Ressources en eau. L'expertise allemande intervient dans la mise en place d'un planning de gestion de

l'eau intégrée et le développement d'un modèle de gestion intégrée de l'eau dans les oasis. Actuellement, un plan de gestion intégrée des ressources en eau a été lancé à Béni Abbès, dans la wilaya de Bécharr.

Selon Gabriele Kessel, directrice du programme à la GTZ, l'expérience réussie a permis de rendre la distribution de l'eau potable possible H24 sur toute l'oasis ainsi qu'une meilleure gestion des ressources disponibles. «Cette expérience pilote pourrait être généralisée à toutes les oasis du sud du pays», précise-t-elle. Bien évidemment, pour peu qu'il y ait une volonté politique de la part des responsables algériens.

L. M.

FERMETURE DES DÉPÔTS DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION À ALGER

Les commerçants demandent des délais supplémentaires

Le wali d'Alger a décidé, depuis quelques mois, de réorganiser le marché des matériaux de construction, jugé anarchique et nuisible à l'environnement urbain et à la santé publique. Les commerçants ont demandé, de leur côté, des délais supplémentaires, en attendant l'aménagement des nouveaux sites d'accueil, dérogés exclusivement à ce secteur d'activité.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) – C'est en ce sens que l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a demandé l'installation d'une commission, composée des représentants de plusieurs directions de la wilaya d'Alger, des P/APC concernés par cette opération, de ceux des services de sécurité et de l'UGCAA. Cette commission aura pour mission principale «le recensement de tous les vendeurs de matériaux de construction, la coordination de l'opération de leur délocalisation dans des endroits appro-

priés», lit-on dans le récent arrêté du wali d'Alger, publié le 15 avril dernier. Un délai supplémentaire d'un mois est donc accordé de fait aux vendeurs de matériaux de construction pour se manifester au niveau de cette commission qui affirme avoir recensé jusqu'à maintenant 431 commerçants. Le directeur de wilaya du commerce et des prix, M. Si Lamari, a affirmé hier, lors d'un point de presse de l'UGCAA, que certains commerçants refusent de se faire recenser. «Les vendeurs qui refusent de participer au travail de cette commission ne bénéfi-

cieront pas de l'opération de distribution des assiettes de terrain dégagées pour les besoins du plan de réorganisation de cette activité. Leurs commerces seront ainsi fermés sans aucune possibilité de recours comme le stipule l'arrêté du wali», a-t-il menacé, indiquant qu'un terrain de 4 ha a déjà été dégagé au niveau de Bouzaréah dans le cadre de cette nouvelle mesure. Les vendeurs de matériaux de construction, opérant au niveau de la wilaya d'Alger, sont donc sommés de se rapprocher de la commission en question au risque de se voir sévèrement sanctionner. Le représentant de l'UGCAA, M. Zaber Abdenour, avance le chiffre de 300 vendeurs qui refusent d'adhérer à cette action. Ce dernier a déclaré que la wilaya d'Alger compte

plus de 6 500 vendeurs de matériaux de construction dont environ 1 200 sont spécialisés, entre autres, dans la vente du gravier, du rond à béton et du ciment. Ces activités sont considérées comme polluantes et doivent donc être transférées en dehors de l'environnement urbain. Le représentant des vendeurs des matériaux de construction a dénoncé le cafouillage constaté dans l'opération d'exécution de l'arrêté du wali qui ordonne la fermeture de tous les dépôts de vente dans un délai de 15 jours et qui a été prolongé par la suite de trois mois, avant l'installation de cette commission. L'absence de coordination entre les différents services de l'administration serait à l'origine de l'entêtement des services de sécurité à fermer ces dépôts

les uns après les autres, selon le représentant de l'UGCAA. M. Zaber a déclaré que le dernier arrêté du wali d'Alger, mentionnant la création de la commission de recensement et de recasement des vendeurs de matériaux de construction, n'est pas parvenu aux services de sécurité. Certains vendeurs ont profité de la présence du DCP d'Alger pour dénoncer leur exclusion du circuit de la distribution du ciment. Ils accusent les unités de fabrication de privilégier les entrepreneurs qui revendent le ciment sur le marché noir à des prix très élevés. Si Lamari a avoué que des

entrepreneurs ont présenté de faux contrats d'attribution de marchés publics aux cimenteries pour l'obtention de quantités supplémentaires de ciment avant d'être débusqués. Notons que l'exercice de l'activité de vente des matériaux de construction se faisait auparavant sur une simple obtention d'un registre du commerce et de la carte fiscale. Cet état de fait est à l'origine de l'anarchie que connaît ce secteur qui a englouti plusieurs hectares de terres agricoles et transformé l'espace urbain en un endroit invivable.

L. M.

INVEST IN MED OFFICIELLEMENT LANCÉ MARDI

L'Algérie tirera-t-elle profit des 12 millions d'euros mobilisés ?

Le programme Invest in Med sera officiellement lancé mardi. Cette initiative prévoit la mise à disposition de 12 millions d'euros au profit de 9 pays de la rive sud, dont l'Algérie, pour la concrétisation de plus de 200 projets entre 2008 et 2011.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) – Le projet a l'ambition d'accroître le volume et la qualité des investissements, des partenariats et du commerce euro-méditerranéen pour contribuer à un développement économique durable dont bénéficieront les deux rives. Il vise à développer l'investissement direct étranger et les flux commerciaux en Méditerranée, construire des partenariats d'affaires durables entre les deux rives et promouvoir le codéveloppement.

Plus de 200 invités sont attendus au lancement du programme Invest in Med les 1^{er} et 2 juillet 2008 à Marseille pour la signature du «Protocole de coopération pour le développement économique de la Méditerranée», qui marque le début du programme qui impliquera les 27

pays de l'Union européenne et les 9 pays partenaires du Sud de la politique européenne de voisinage (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie et Tunisie). Cofinancé par la Commission européenne et Anima Investment Network, le programme Invest in Med prévoit l'organisation d'événements de mise en relation (rencontres d'affaires, ateliers, conférences) ; des opérations d'assistance (missions de soutien et détachements de personnel) ; des formations (ateliers) ; des supports documentaires (guides, intelligence économique, études).

Afin de maximiser son impact, le programme sélectionnera un certain nombre de niches sectorielles à fort potentiel, ou de domaines transversaux comme le rôle des jeunes entrepreneurs et des femmes, des diasporas, de la micro-entreprise, le développement de la franchise, les partenariats public-privé et le financement des PME. La conférence de lancement organisée par Anima Investment Network, qui coordonne le programme, réunira les représentants

des réseaux membres du consortium vainqueur de l'appel à projets de la Commission européenne au printemps dernier : les directeurs des Agences de promotion des investissements en Méditerranée et des autres membres d'Anima Investment Network, les présidents des CCI des deux rives (Eurochambres et Ascame), les représentants des confédérations d'entreprises méditerranéennes (Businessmed) ainsi que les «partenaires spéciaux» du consortium : Onudi (organisation onusienne pour le développement industriel), GTZ (coopération technique allemande) et l'Etablissement public d'aménagement euro-Méditerranée.

Des représentants des diverses organisations membres du consortium qui gère Invest in Med expliqueront à cette occasion leur engagement concerté au sein de ce programme, qui mettra en œuvre de nombreuses opérations en vue de développer le partenariat industriel et les investissements sur l'espace euro-méditerranéen.

N. I.

PRIX NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT 2008 L'entreprise Nouvelle conserverie algérienne (NCA) lauréate

Le Prix national de l'environnement a été décerné hier à l'entreprise Nouvelle conserverie algérienne Rouiba par M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Cette deuxième édition consacrée au monde de la recherche en matière d'environnement a été dédiée cette année au monde de l'entreprise industrielle et a vu la participation de 21 entreprises nationales publiques et privées. L'entreprise NCA a ainsi été sélectionnée sur la base de critères axés sur les efforts déployés en matière de dépollution et de promotion de productions plus propres. «L'entreprise NCA lauréate du concours a apporté une contribution notable dans le domaine de la protection de l'environnement algérien, et ce, par le biais de son programme d'amélioration de l'environnement et de la qualité via l'introduction des certifications ISO 9000 et 14000, les systèmes de management environnemental et la concrétisation du contrat de performance environnementale», a déclaré M. Cherif Rahmani pour qui les entreprises industrielles devraient s'orienter vers la protection de la santé des citoyens et la préservation du patrimoine naturel. Le montant du prix décerné à l'entreprise NCA est d'un million de dinars alors qu'a été classée en deuxième position la société Alzinc SPA filiale de Metanof de Ghazaouet et en troisième position la société des ciments de Aïn-Kebira. Ceci alors que le Prix national de l'environnement est consacré «en tant qu'outil de promotion et de sensibilisation à un environnement viable et dans une perspective de développement durable», expliquent les organisateurs du concours. Par ailleurs, et selon M. Cherif Rahmani, 25 entreprises nationales viennent d'acquiescer la norme ISO 14000 qui est une qualification standard universelle, et 25 autres entreprises obtiendront cette qualification dans les prochaines semaines.

F.-Z.B.